

Comment les propos déformés de Saliha Raïss sont du pain bénit pour l'extrême droite

Par Jeanne Pastre

Publié le 02/09/2025 à 05:00

Les déclarations de Saliha Raïss à Molenbeek, sorties de leur contexte, montrent comment certaines phrases peuvent être récupérées à des fins politiques. François Debras, spécialiste des discours extrémistes et populistes, explique comment l'extrême droite exploite les émotions pour susciter la réaction et fragiliser le débat démocratique.

Jouer sur la peur et l'émotion

La récupération politique des propos de Saliha Raïss sortis de leur contexte et transformés en appel à quitter la Belgique, illustrent parfaitement la stratégie rhétorique de l'extrême droite. Comme le rappelle François Debras, professeur à l'ULiège et HELMo et spécialiste des discours populistes et extrémistes : « L'extrême droite a très bien compris qu'elle pouvait jouer sur l'émotion plutôt que la rationalité. Plutôt que de proposer un programme structuré, elle part de l'actualité, soulève un enjeu émotionnel et présente ensuite une solution comme une évidence. C'est la logique de la crainte puis du soulagement : on alimente la peur, puis on se pose en protecteur des valeurs et de l'identité ».

Cette méthode repose sur la récupération de propos hors contexte. François Debras souligne : « Faire dire à une personnalité politique ce qu'elle n'a pas dit est une technique de désinformation à part entière ».

La récupération politique et certaines stratégies de communication exploitent des émotions fortes — peur, sentiment d'injustice, impuissance — car elles suscitent davantage de réactions sur les réseaux sociaux, tandis que des sentiments plus positifs, comme l'empathie ou la joie, sont beaucoup moins mobilisés. L'impact sur le débat démocratique est direct : la désinformation fragilise les discussions publiques et amplifie les tensions. Selon Debras : « Les réseaux sociaux favorisent les contenus qui suscitent une forte réaction émotionnelle ».

Le rôle du cordon sanitaire politique

Face à ces manipulations, la Belgique dispose de mécanismes de défense, tels que le cordon sanitaire politique, signé par les différents partis francophones. Ce cordon repose sur deux piliers : une charte de la démocratie et un code de bonne conduite, ce dernier vise à établir des mesures concrètes pour limiter la propagation de discours de haine, y compris sur les réseaux sociaux. Mais, comme le rappelle Debras : « La vraie question est : pourquoi certains responsables politiques choisissent délibérément de l'ignorer ? »